

B. VENDREDI

On s'abonne :
 BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 1.
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
 PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51.
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
 Hasenbach et Vogler.
 LONDRES, Cowie and son, 2, St.-Anne lane; Delizy,
 Davies et Co, n° 4, Finch lane; Comhill, 4, Cecil st.
 STRASBOURG, rue de la République, 100.
 TAVISTOCK ROW, Aug. Siegel, 100, Tottenham street.
 AMSTERDAM, B. Eschard, libraire.
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires.
 ROTTERDAM, MM. Nijth et Van Dijk, libraires.
 LUXEMBOURG, au bureau de poste.
 ROME, Merle, libraire, place Colonna.
 GENÈVE, Crilovich, place de la Poste, 21.
 FLORENCE, Vieusseux, cabinet littéraire.
 NAPLES, Detken et Rocholl.
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly libraire.
 CONSTANTINOPLE, Christiani, libraire.
 ANYVNE, Desprits et Co, libraires.

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.
 Province, 43 fr. »
 La France, 24 fr. »
 Allemagne, 18 fr. »
 Angleterre, 17 sh. »
 Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.

D'ABONNEMENT. payable d'avance

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS
 (ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne.
 RÉCLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.
 FAITS divers corps du journal), 3 fr. la ligne.
 payable d'avance

Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFFITTE, BELLIER et Co, 3, place de la Bourse.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St.-Gall, Zurich, Genève et Lausanne; à l'Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Comhill, E. C., M. FR. ALCAR, Clements Lane, 5, Lombard st.

Observatoire Royal.

5 septembre, à midi.

3^e jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.....	757 ^m 96
THERMOMÈTRE centig. du barom.	20.6
TEMPÉRATURE centig. de l'air.....	23.2
Id. maximum depuis hier midi.....	26.0
Id. minimum depuis hier midi.....	18.2
EAU LOMBÉE.....	0 ^m 60
VENT.....	SSO
SOLEIL, lever.....	5 h. 21 m.
Id. coucher.....	6 h. 36 m.
LUNE, lever.....	7 h. 42 m.
Id. coucher.....	7 h. 47 m.

BRUXELLES, 5 septembre.

REVUE POLITIQUE.

La *Correspondance provinciale*, organe autorisé de la chancellerie allemande, préface à l'entrevue des empereurs, en exposant en l'été des considérations politiques qui ont amené cet événement. « La visite des hôtes impériaux, dit cette feuille, n'est pas seulement un échange de témoignages d'amitié, elle est, avant tout, le gage d'une bonne entente entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie. Cette visite constate donc, d'une manière éclatante, que les deux grands empires voisins ont accepté, sans réserves, le nouvel ordre de choses issu du champ de bataille de Sedan et des autres victoires allemandes et que ces puissances ont confiance dans l'Allemagne. Pour cette raison leur présence sera saluée par le peuple allemand avec les sentiments de la plus vive allégresse, et l'accueil le plus cordial les attend partout.

« L'Europe aussi, » continue la *Correspondance*, « peut envisager l'entrevue avec confiance et satisfaction. Bien que motivée par des solennités militaires, l'entrevue est inspirée par des intentions exclusivement pacifiques. Le fait même que les souverains de Russie et d'Autriche assistent avec un intérêt amical aux manœuvres des troupes allemandes fait comprendre qu'ils voient, dans la puissance militaire de l'Allemagne, une garantie pour la paix de l'Europe. Le bon accord entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ne doit avoir d'autre but que celui de sauvegarder la situation paisible et régulière de l'Europe. »

C'est aujourd'hui que l'Empereur arrivera à Dresde se rendant à Berlin. Le roi de Prusse ira à sa rencontre jusqu'à Bodenbach, à la frontière de Bohême.

La journée du 4 septembre s'est passée à Paris sans le moindre incident qui pût justifier les précautions prises par les autorités civiles et militaires. Le calme a été complet aussi en province, et, jusqu'à présent, on ne signale qu'une seule manifestation sans importance aucune, à Sisteron, dans les Basses-Pyrénées.

Il y a bien eu une rixe à Nîmes, entre bourgeois et militaires, mais la dépêche qui nous la signale ne dit pas si le 4 septembre y a été pour quelque chose.

Ce qui a surtout marqué l'anniversaire de la chute de l'empire, c'est la recrudescence d'articles violents qu'à cette occasion les journaux hostiles à la République ont dirigés contre les hommes du 4 septembre. Ces violences intéressées ne valent pas qu'on s'arrête, ni qu'on en relève pour la centième fois. Leur impuissance est démontrée aujourd'hui; quelques efforts, que fassent les bonapartistes, pour tromper l'opinion publique sur ces hommes tant décriés, ils n'empêcheront pas qu'on leur doive avoir sauvé Paris du désordre et la France du déshonneur, à un moment où aucun des partis qui font tant de tapage autour d'eux n'est capable d'accomplir, n'aurait osé prendre en main le trop lourd fardeau du gouvernement de la France.

Les questions constitutionnelles restent toujours à l'ordre du jour dans les journaux. On parle aujourd'hui d'une proposition que M. Casimir Périer et ses amis présenteraient au mois de novembre à l'Assemblée et qui fixerait les bases d'un établissement définitif républicain. Nous mentionnons ce bruit, sans y attacher plus d'importance que de raison, car nous persistons à penser, que rien de ce qui touche à la future constitution du gouvernement de la France, ne pourra émaner de l'Assemblée actuelle.

D'après un télégramme de Trieste, le ministre de France près la cour d'Autriche, dont son arrivée à Rome, aurait pressé le gouvernement italien de se prêter aux modifications du traité de commerce que des négociations importantes obligent la France à réclamer. M. Visconti-Venosta s'est empressé de rentrer à Rome pour reprendre les négociations; mais on assure qu'il s'est, jusqu'à présent, montré peu disposé à consentir à une modification du traité franco-italien avant le terme où il doit expirer.

A peine arrivé à Berlin, le prince de Bismarck a reçu le comte de Tauffkirchen, envoyé de Bavière près le Saint-Siège. C'est assez dire que la question qui intéresse le plus vivement à l'heure qu'il est le chancelier, est celle qui concerne la situation de l'Eglise catholique en Allemagne. Cette situation semble de plus en plus tendre vers une crise. Un certain nombre d'évêques ont déjà répondu par des protestations plus ou moins violentes à l'exécution de la loi concernant l'ordre des jésuites. On assure qu'une manifestation collective de l'épiscopat allemand se prépare, et qu'elle paraîtra au grand jour, après les conférences épiscopales de Bâle. La lutte entre l'empire et l'ultramontanisme serait donc ouvertement engagée. La victoire restera probablement

du côté de la force, mais que deviendront dans cette mêlée les libertés constitutionnelles les plus précieuses, celles de la conscience, de l'association de l'enseignement?

Le discours prononcé par l'empereur François-Joseph, à l'ouverture de la Diète hongroise, paraît avoir fait une excellente impression en Hongrie. C'était prévu, puisque le langage de la couronne avait obtenu auparavant l'approbation de la majorité parlementaire dont il reproduisait les aspirations.

La feuille officielle hongroise publie les changements ministériels dont nous avons déjà parlé. M. Bittó cède le portefeuille de la justice à M. Pauler, lequel abandonne, à la grande satisfaction de l'opinion libérale, le département des cultes et de l'instruction publique à M. Tréfou, un des notabilités du parti Deak. M. Bittó emporte, d'ailleurs, dans sa retraite le titre d'Excellence et de conseiller intime, et la désignation à la présidence de la Chambre des Députés.

Le nouveau ministre des affaires étrangères en Turquie, Djemil pacha est arrivé à Constantinople. Parfaitement accueilli par le Sultan, il a pris immédiatement possession de ses fonctions. Son successeur à Paris est positivement Serpacha qu'on prétendait à tort avoir été écarté par suite de son attitude dans l'incident de Vogler.

Il devait se rendre incessamment à son poste; ce qui a retardé son départ c'est la difficulté qu'il éprouve à compléter le personnel de son ambassade, qu'il est obligé de renouveler entièrement, Djemil pacha ayant emmené avec lui, à leur demande, tous les secrétaires et les attachés qui l'avaient accompagné à Paris.

Quant au ministre, le nouveau grand-vizir à quelque peine aussi à le compléter. Il serait temps cependant qu'il fût débarrassé de ce souci, afin de pouvoir donner toute son attention aux affaires importantes qui le réclament.

Il paraît que certaines intrigues sont nées auprès de la Porte pour remettre sur le tapis l'affaire arméno-catholique que l'on croyait avoir été tranchée d'une façon définitive sous le vizir précédent. Il ne s'agit de rien moins que d'introduire de nouveau dans l'Eglise catholique d'Orient Mgr Hassoun, et d'excommunié tous les dissidents. Si Midhat pacha se prête à ces visées, il n'y aura pas lieu de l'en féliciter.

Le gouvernement hellénique a obtenu gain de cause à Bucharest, pour sa réclamation au sujet de l'arrestation de son consul par l'autorité judiciaire de la ville de Braïla. Le juge d'instruction, qui avait ordonné cette arrestation, a été révoqué de ses fonctions, et le gouvernement roumain a fait exprimer à celui d'Athènes ses regrets au sujet de l'incident.

Post-scriptum.

L'Empereur de Russie est arrivé aujourd'hui, dans l'après-midi, à Berlin. Il a été reçu à la gare par l'empereur Guillaume, entouré des princes de sa famille et accompagné d'une suite brillante.

La rencontre entre les deux souverains a été cordiale, de même que l'accueil fait à l'Empereur de Russie par la population berlinoise.

On trouvera d'amples détails à ce sujet, d'abord dans les télégrammes de nos correspondants spéciaux, à la suite de leurs lettres, et puis à notre BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE, dans les dépêches du service général.

L'ENTREVUE DES TROIS EMPEREURS

A BERLIN.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Berlin, 4 septembre.
 Naturellement plus le jour de l'arrivée des souverains approche, plus la foule augmente, les hôtels sont pleins à l'heure qu'il est et l'on voit déjà circuler par les rues quantité de personnages chamarrés qui vont se rendre à l'entrevue, les honneurs et les politesses qu'ils se doivent.

Le grand chancelier de l'empire d'Allemagne est arrivé hier au soir; le prince Gortschakoff l'avait précédé de deux jours à Berlin; le comte Andrassy n'arrivera qu'avec son souverain, après-demain, à six heures.

La nuance d'incertitude que je vous signalais hier dans les cercles diplomatiques ne s'est pas encore dissipée; aucun renseignement précis, aucune instruction formelle n'ont encore été donnés sur la participation réservée aux représentants accrédités des puissances étrangères durant les cérémonies qui se préparent. Il semble même avoir été la diplomatie ne sera pas conviée officiellement aux fêtes militaires ou autres annoncées pour la semaine prochaine; les attachés militaires ont seuls reçu un avis à cet égard. En dehors des réceptions officielles chez les souverains étrangers, les diplomates présents à Berlin

n'attendent d'invitation que pour le concert de mardi chez Leurs Majestés Impériales.

Le côté militaire de cette démonstration pacifique sera donc, ainsi que je vous l'ai dit, un de ceux qu'on mettra surtout en lumière. Presque tous les gouvernements ont d'ailleurs envoyé des officiers qui les représenteront de ce côté spécial. M. le major Nicaise qui, depuis quelque temps déjà, suit de très-près les intéressantes expériences de ballistique qu'on fait actuellement à Berlin, représentera la Belgique, et l'on sait quelle est son autorité en ces matières.

A propos de ces expériences laissez-moi vous signaler une mesure qui vient d'être décidée au ministère de la guerre. Il s'agit d'une révision, dans toutes les forteresses de l'empire, des pièces de siège et des moyens de défense. Les canons anciens modèle seraient mis à la réforme pour être remplacés par des pièces plus en rapport avec le progrès et la civilisation modernes.

Les représentations-gala annoncées à l'Opéra de Berlin n'auront décidément pas lieu à cause du deuil de l'empereur d'Autriche. Il y aura bien une représentation semi-officielle, samedi, mais Leurs Majestés n'y assisteront pas.

L'empereur François-Joseph recevra pendant ce temps les membres du corps diplomatique à l'ambassade d'Autriche.

On parle beaucoup de Sa Majesté de Bavière à Berlin, et ce moment, « quelle étrange position le Roi prendra », disait quelqu'un à un diplomate. « Il ne faut pas lui en vouloir », répondit celui-ci, « c'est un torticolis. »

La santé de l'empereur Guillaume s'est améliorée d'une façon notable ces jours-ci; on sait qu'il souffrait d'une douleur au pied et qu'on craignait qu'il ne pût monter à cheval. Il a assisté hier, sans en ressentir de fatigue, à des manœuvres de la garde impériale.

A son retour de Marienbourg, l'empereur s'arrêtera un jour, le 14 de ce mois, à Bromberg pour présider à la pose de la première pierre d'une nouvelle école industrielle.

(Par voie télégraphique.)

Berlin, jeudi soir, 5 septembre.
 L'Empereur de Russie est arrivé à deux heures vingt minutes, avec le czarévitch et le grand-duc Vladimir.

Il a été reçu à la gare par l'empereur Guillaume, qui accompagnait le prince impérial, les princes royaux, le prince de Bismarck et une suite nombreuse.

Point de déploiement de troupes.
 Les deux empereurs se sont donné l'accolade, puis, après les présentations d'usage, ils sont partis pour le palais impérial, où l'empereur Alexandre a rendu visite à l'impératrice.

Les deux empereurs se sont ensuite rendus à l'ambassade de Russie, où loge l'empereur Alexandre. Une aubade a été donnée par la garde impériale au souverain russe.

La visite de l'empereur Alexandre lui a été rendue à l'ambassade par l'impératrice Augusta, accompagnée des princesses de la famille impériale et royale.

L'empereur Guillaume est retourné au palais impérial dans une voiture de l'empereur de Russie.

CONGRES

DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

des travailleurs.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

La Haye, 4 septembre.

Il est écrit que le sésame international ne s'ouvrira jamais. Ce matin encore, malgré les espérances dont on nous berçait hier soir, pas de séance publique. Peut-être l'heure de la publicité sonnera-t-elle cette après-midi ou ce soir; mais on n'en est pas encore bien sûr. Ces doutes et ces longueurs n'empêchent pas cependant les journaux venus à la Haye pour rendre compte des travaux du congrès; ils exposent bon nombre de membres de l'Association internationale des travailleurs qui tiennent à peu près ce langage : Nous avons fait un voyage assez coûteux pour nous occuper de questions sociales; nous ne disposons que de ressources très-limitées. On nous fait perdre notre temps à discuter des questions de forme sans importance sérieuse. Vaït trois jours que nous flânons. Nous gaspillons les frais de voyage et de séjour qui nous ont été alloués par nos mandants. Si cela continue, quand s'ouvriront-elles discussions publiques, les seules auxquelles nous nous intéressons, il nous faudra partir ou faire des dettes, car nous n'aurons plus le sou. Nous sommes joués.

Pour prendre un bain! repartit miss Mary avec un regard de dégoût sur la poussière qui le couvrait.

A sa profonde consternation, Sandy se débarrassa lestement de son habit, le jeta par terre, lança ses bottes en l'air, et prit sa course à corps perdu dans la direction de la rivière.

— Bonté divine! le malheureux va se noyer! — s'écria miss Mary. Elle retourna en courant de son côté à la maison d'école, et s'y enferma.

Le même soir, pendant qu'elle soupait avec son hôte, l'épouse du serrurier, l'idée vint à miss Mary de demander d'un ton indifférent si le serrurier, M. Stidger, s'enivrait quelquefois.

— Absent? répondit la bonne femme d'un air de réflexion. Voyons un peu... Absent à cet égard, depuis les dernières élections.

Miss Mary aurait voulu demander encore si dans ce cas-là il dormait volontiers au soleil, et si un bain froid lui est étonné; mais ceci eût entraîné des explications qu'elle ne se souciait pas de donner. Elle se contenta donc d'ouvrir de grands yeux en souriant aux grosses joues colorées de M^{me} Stidger, — un bel échantillon de la floraison du sud-ouest, — puis parla d'autre chose. Le lendemain, elle écrivait à sa meilleure amie de Boston : — « Décidément la partie de la population qui se grise est encore la moins désagréable à mes yeux. Bien entendu, chère, il est ici question des hommes. Je ne sache rien qui pût rendre les femmes tolérables. »

Il fallut moins d'une semaine à miss Mary pour oublier cet épisode, seulement ses promenades de l'après-midi prirent, sans qu'elle en eût presque conscience, une direction différente, et chaque matin il y avait une branche fraîche d'azalées parmi les bouquets qui jonchaient son pupitre. Comment s'en serait-elle étonnée? Les enfants, connaissant son goût pour les fleurs, ornaient toujours sa place d'anémones, de syringa et de lupins. En les questionnant, elle

Et comment se fait-il qu'on les joue? Voici la version des adversaires du conseil général : Karl Marx veut dominer l'Internationale. Juif, il a des penchants religieux et mystiques qui ne nous vont pas. Allemand, il prétend imposer à l'Internationale nous savons quel communisme germanique, absolument contraire aux principes de l'Association; car nous ne sommes pas communistes, nous sommes collectivistes. — Essayez de débrouiller cette distinction subtile, si vous pouvez. — En choisissant la Haye pour le congrès actuel, Karl Marx avait ses raisons; il voulait empêcher Bakounine d'assister aux délibérations de l'assemblée. Bakounine est à la tête d'un groupe hostile au conseil général. Et Bakounine, réfugié en Suisse, ne peut pas franchir les frontières du pays qui lui accorde l'hospitalité. Il n'ose pas traverser la France; l'Allemagne, encore moins; il y a en Allemagne une condamnation contre lui; sans compter qu'il risquerait d'être conduit en Russie, où il est condamné à mort. Tout ça vous paraît-il, en se déguisant, passer en Italie, de là en Espagne, et arriver en Hollande après un long cabotage; mais ce serait cher, et le déguisement ne lui serait pas commode, car l'homme le plus grand et le plus gros de la terre, et sa physionomie est bien connue. Karl Marx a deviné juste, et joué à coup sûr, car Bakounine n'est pas venu. Ce n'est pas tout. Karl Marx s'est entouré à Londres de plusieurs réfugiés de la Commune parisienne; il leur a inculqué ses idées, et les prenant par la vanité, il les a intéressés dans le conseil général, et a bien voulu les admettre à l'honneur de voir leurs noms figurer à côté du sien au bas de toutes ses proclamations, ce qui les comble de joie. Il les a naturellement amenés avec lui à la Haye, pour le soutenir. A peine les délégués étaient réunis, que l'on a vu plus clair encore dans le jeu de Karl Marx. Son gendre, Paul Lafargue, qui arrive de Barcelone, représente au congrès neuf internationalistes espagnols, neuf individus entendez-vous, et non pas neuf sections. Or, il y a au congrès quatre délégués espagnols qui représentent « 47,000 citoyens. » Mais ces délégués sont hostiles au conseil général. C'est pourquoi leurs pouvoirs ont été si longuement contestés. Il a bien fallu pourtant finir par les valider; mais cela fait, à la fin de la séance d'hier soir, un autre incident surgit qui retarda encore, à l'heure qu'il est, l'ouverture des débats publics. Un délégué américain, dont les pouvoirs sont soumis à la vérification de l'assemblée, fait partie d'une société qui préconise l'amour libre. — Ne riez pas, c'est plus sérieux que vous ne pensez! — L'amour libre! grave question! Si ce délégué est admis, l'Internationale ne sera-t-elle pas solidaire de ses opinions en matière de cohabitation?

C'est là-dessus que le congrès délibère en ce moment; il est onze heures du matin. Et cette question d'amour libre a une importance dont l'Association internationale elle-même ne se doute peut-être pas. Permettez-moi ici une petite digression juridique, à laquelle ce détail se rattache, et qui m'empêche par la même occasion à vous signaler certains points d'un intérêt tout particulier pour ce congrès.

L'article 10 de la Constitution néerlandaise accorde le droit de réunion et d'association à tous les citoyens. Il ajoute qu'une loi ultérieure réglera et limitera l'exercice de ce droit. Cette loi n'a pas été indéfiniment ajournée; elle date du 22 avril 1855.

En vertu de cette loi, les associations politiques n'ont pas besoin de l'autorisation préalable du gouvernement; mais les étrangers ne peuvent pas faire partie des associations politiques. Ainsi que je vous le disais dans ma dernière lettre, cette loi restrictive de la liberté d'action des étrangers sur le sol néerlandais se complique d'une loi expulsive, analogue à notre loi belge de 1835; je vous parlerai de la loi du 13 août 1849, qui veut que le gouvernement à l'expulser l'étranger dont il jugera la présence compromettante pour la sécurité publique. Vous voyez que les membres étrangers du congrès doivent quelque reconnaissance au libéralisme du gouvernement néerlandais, qui les a laissés venir et qui les laisse fuir, quoiqu'il ne manque ni de prétextes ni de moyens pour les envoyer promener.

J'ajoute, pour revenir à l'amour libre, que l'article 10 de la loi du 22 avril 1855 interdit les associations contraires aux mœurs, aux lois et ordonnances, et celles qui auraient pour but ou pour effet de troubler l'exercice des droits d'autrui.

C'est probablement de peur de tomber sous le coup de cet article 3 que le congrès hésite à viser les passe-ports du délégué de l'amour libre. C'est égal, l'idée que si ce délégué était tout dévoué au conseil général, ce gouvernement aurait moins de scrupules.

Quelques miettes d'informations pour finir :

Le délégué australien est l'un des plus farouches

adhérents du conseil général; les dissidents assurent qu'il ne sait pas le premier mot de la question sociale, tandis que le délégué de l'amour libre est très-fort.

Le propriétaire de la salle Concordia, où le congrès tient ses mystérieuses séances, est très-catholique. Un prêtre est venu le trouver, et lui a expliqué que son salut dans ce monde et dans l'autre serait impossible, s'il ne refusait pas son immeuble aux internationalistes; mais le *bas* a résisté; il a préféré à son salut le loyer que lui paie le conseil général, et qu'on ne dit s'élever à la somme rondelette de 500 florins.

C'est aujourd'hui l'anniversaire de la naissance du prince d'Orange. Un grand nombre de maisons sont pavées aux couleurs nationales; quelques-unes sont ornées de drapeaux couleur orange, ce qui brille au soleil comme des drapeaux rouges, ce qui plonge dans le ravissement plusieurs délégués naïfs. Vers trois ou quatre heures le prince d'Orange posera la première pierre d'un nouveau et splendide quartier d'habitations ouvrières, élevé à grands frais par souscription, d'après le système de Mulhouse, c'est-à-dire qu'un bout d'un certain temps les habitations deviendront la propriété des ouvriers locaux.

P. S. — Midi et demi. — Le délégué de l'amour libre a prononcé ce matin un long discours en anglais, qui a été, séance tenante, traduit et allemand et en français par deux autres délégués, d'après leurs notes. La traduction des discours, qui est de règle dans les congrès de l'Internationale, est assurément une institution remarquable, mais cette besogne prend beaucoup de temps; c'est à cela qu'il faut attribuer en grande partie la longueur des débats préalables de cette assemblée à la Haye. Le délégué américain a eu un grand succès; on assure qu'il s'exprime avec beaucoup d'humour et de verve. L'orateur a été très-apprécié; mais on pense que le délégué ne sera pas admis.

La Haye, 4 septembre, 5 heures.

Le délégué de l'amour libre n'est décidément pas admis. Il a été repoussé par 48 voix, huit membres s'étant abstenus. Parmi les abstentions se trouvent les quatre délégués espagnols qui ont reçu de leurs commettants mandat impératif de ne prendre part aux votes que si l'on attribue aux délégués présents au congrès un nombre de voix proportionnel au nombre des associés représentés par chacun d'eux. Ce système leur eût donné une influence considérable sur les décisions, surtout si c'est vrai qu'ils représentent à la Haye, 47,000 associés espagnols. Mais l'assemblée leur a refusé satisfaction; et vous comprenez sans peine pourquoi. Les espagnols font remarquer que si le congrès avait eu lieu dans un pays un peu plus rapproché du leur, en Suisse, par exemple, ils eussent été plus de quatre délégués. Il en coûte plus cher pour venir à la Haye de Madrid que de Londres, d'où Karl Marx a emmené ses plus dévoués serviteurs. Mais comme les délégués espagnols sont hostiles au conseil général, le vote représentatif a été écarté; le vote individuel maintenu. Il faut noter ce fait que l'élimation du délégué américain a été provoquée à la fin de la séance de ce matin, c'est-à-dire vers deux heures, et qu'avant ce moment plusieurs des adversaires du conseil général avaient quitté la salle impatientés des longueurs du débat. C'est comme délégué que l'homme de l'amour libre a été mis à la porte; mais comme membre de l'Internationale il pourra rentrer par la fenêtre, c'est-à-dire continuer d'assister aux séances, même les plus secrètes, toutefois sans prendre part aux délibérations.

Ce soir encore, à sept heures, nouvelle séance, aussi administrative que les précédentes. Demain séance publique. Enfin! Est-ce bien vrai au moins, cette fois? Je suis devenu terriblement sceptique en matière de publicité internationale. Les deux agents de la police communale qui montent la garde devant le local avec une persévérance infatigable, et protègent le congrès contre la curiosité du public et de la presse, avec un zèle des plus remarquables, ces deux agents prétendent qu'il pourrait bien ne pas y avoir une seule séance publique. S'ils avaient raison! Ce n'est pas impossible. Vous vous rappelez que dès le premier jour ils m'avaient renvoyé à mercredi. Et moi qui ne voulais pas les croire! Je leur dois une réparation. Ils étaient encore mieux informés qu'ils ne pensaient, car mercredi c'est aujourd'hui, et la publicité des séances est encore ajournée.

Si l'on a une séance publique, il se peut qu'il n'y en ait qu'une. Pourquoi? Les amis de Karl Marx expliquent qu'il faut en faire, parce qu'on n'a loué la salle que jusqu'à samedi. Ses adversaires assurent que c'est encore un coup monté par cet « autoritaire », ce « jésuite » qui a fait traîner les débats en longueur

pour fatiguer le congrès, et qui maintenant, profitant de ce que plusieurs délégués à bout de forces et de ressources sont pressés de rentrer dans leurs foyers, veut bécoter le dénoûment à la diable, conformément à ses vues ambitieuses et tyranniques.

Karl Marx ne préside pas. Le bureau définitif n'est pas constitué. Le fauteuil est occupé provisoirement par un certain Gerhardt, assisté de ses traducteurs par un certain G. Van den Abele. — A propos des traductions, laissez-moi vous dire en passant qu'elles sont encore plus fréquentes que je ne vous l'écrivais dans ma dernière lettre. C'est une formidable polyphonie, ou polyglotte, comme vous voudrez. Supposez un discours français; il est successivement répété en anglais, en hollandais, en allemand, en espagnol; il y en aurait une sixième édition autrichienne que je n'en serais pas surpris. Vous jugez du *rattentando*. Un humoriste dissident me l'expliquait ainsi : « Vous demandez un book; on répète votre question en vingt-deux langues différentes, et l'on vous sert votre book le lendemain matin à sept heures et un quart. » Il y a des gaillards très-gais dans l'Internationale.

La présidence de Gerhardt est de pure forme, de même que la vice-présidence de son coadjuteur Van den Abele. En réalité c'est Karl Marx qui dirige les débats, et vous voyez que, malgré les hostilités déchaînées contre son despotisme, il a déjà obtenu quelques succès. S'il n'a pas réussi à écarter les délégués espagnols, il a fini par renoncer pour prévenir une scission violente, qui n'est peut-être que partie remise, — du moins ne sont-ils pas admis dans les conditions de leur mandat impératif; et l'échec de l'amour libre est un atout de moins dans le jeu de ses adversaires. Le vote émis à ce sujet donne à penser qu'au moment décisif Karl Marx aura pour lui la majorité.

Dependant le chef de l'Internationale annonce de différents côtés l'intention de se retirer des affaires, et de reprendre la plume pour compléter son œuvre de publiciste, pour mettre la dernière main à divers écrits de socialisme transcendant, qu'il garde en portefeuille depuis quelques années. Il déclare qu'il est impossible de faire en même temps de la théorie et de la pratique. Est-ce bien la véritable raison de son abdication? Ses adversaires l'interprètent tout autrement. S'il se retire, disent-ils, c'est parce qu'il comprend à merveille que l'Internationale se retire de lui; parce que son triomphe de la Haye, fût-il absolument certain, n'aurait aucune valeur même à ses yeux. Il sait bien qu'il ne triompherait pas ailleurs. Il sait que son règne est fini.

Le « Bulletin de la fédération jurassienne de l'Association internationale des travailleurs », numéro du 15 août-1^{er} septembre 1872, me tombe sous la main. J'y trouve des documents officiels qui confirment les renseignements contenus dans mes précédentes lettres et dans celle-ci.

Voici d'abord la formule du « mandat impératif » donné aux délégués jurassiens pour le congrès de la Haye :

« Les délégués de la fédération jurassienne reçoivent mandat impératif de présenter au congrès de la Haye les principes ci-dessous comme base de l'organisation de l'Internationale.

« Est de plein droit section de l'Internationale tout groupe de travailleurs qui adhère au programme de l'Internationale tel qu'il a été déterminé par le préambule des statuts généraux votés au congrès de Genève, et qui s'engage à conserver la solidarité économique vis-à-vis de tous les travailleurs et groupes de travailleurs dans la lutte contre le capital monopoliste.

« Le principe fédératif étant la base de l'organisation de l'Internationale, les sections se fédèrent librement entre elles et les fédérations se fédèrent librement entre elles, dans la plénitude de leur autonomie, créant, selon les besoins, tous les organes de correspondance, bureaux de statistique, etc., qu'elles jugeront convenables.

« Comme conséquence des principes ci-dessus, « la Fédération jurassienne entend l'abolition du » conseil général et la suppression de toute autorité » dans l'Internationale. »

« Les délégués jurassiens doivent agir en solidarité complète avec les délégués espagnols, italiens, français et tous ceux qui protestent franchement et largement contre le principe autoritaire. En conséquence, le refus d'admission d'un délégué de ces fédérations devra entraîner la retraite immédiate des délégués jurassiens.

« De même, si le congrès n'accepte pas les bases de l'organisation de l'Internationale énoncées ci-dessus, les délégués devront se retirer d'accord avec les délégués des fédérations antiautoritaires.

« Autant que possible, les délégués jurassiens devront diminuer toute question personnelle et ne discuter sur ce terrain que lorsqu'ils y seront forcés, en proposant au congrès l'oubli du passé, et pour l'avenir l'élection de jurys d'honneur, qui devront prononcer chaque fois qu'une accusation sera élevée contre un membre de l'Internationale. Tout accusateur n'appuyant pas ses accusations par des preuves

ses longs cils sur le propriétaire de ce bras, vous feriez mieux d'aller chercher plus souvent de l'eau pour vous-même.

Le silence soumis qui suivit ce discours le lui fit regretter, et, arrivée à l'école, elle remercia Sandy avec tant de douceur qu'il en trebuchait, ce qui provoqua encore parmi les enfants un accès de gaieté auquel miss Mary se joignit au point qu'un nuage rose monta faiblement jusqu'à sa joue pâle. Le lendemain, un tonneau fut installé mystérieusement à côté de la porte et rempli d'eau de source chaque matin avec non moins de mystère.

Ce n'était pas les seules attentions délicates dont cette jeune personne distinguée fût l'objet. Bill le Païen, conducteur de la diligence de Slumgullion, renommé au loin et dans les journaux même pour la galanterie qui lui faisait offrir invariablement une place sur le siège au beau sexe, épargnait cette politesse à miss Mary en lui donnant pour elle seule la moitié de sa voiture.

positifs sera exclu de l'Association comme calomniateur.

Voici le texte de la résolution par laquelle, le 4 août, au congrès de Rimini, la Fédération italienne a rompu avec le conseil général de Londres :

« Considérant que la conférence de Londres (septembre 1871) a tenté d'imposer par sa résolution IX, à toute l'Association internationale des travailleurs une doctrine spéciale, autoritaire, qui est proprement celle du parti communiste allemand ;

« Que le conseil général a été le promoteur et le soutien de ce fait ;

« Que ladite doctrine des communistes autoritaires est la négation du sentiment révolutionnaire du prolétariat italien ;

« Que le conseil général a usé des moyens les plus indignes, comme la calomnie et la mystification, dans le but de réduire toute l'Association internationale à l'unité de sa doctrine socialiste communiste autoritaire ;

« Que le conseil général a combié la mesure de ses indignités par sa circulaire privée, datée de Londres le 5 mars 1872, dans laquelle, poursuivant son œuvre de calomnie et de mystification, il révèle toute sa passion d'autorité, particulièrement dans les deux passages suivants :

« Il serait difficile d'exécuter des ordres sans autorité morale, à défaut de toute autre autorité ;

« Librement consentie. » (Page 27 de la circulaire privée, édition française de Genève.)

« Le conseil général se propose de réclamer du prochain congrès une enquête sur cette organisation secrète et ses promoteurs dans certains pays, par exemple en Espagne. » (Page 31, id.)

Allusion à une Alliance de la démocratie socialiste, dont le siège est en Suisse, qui a des ramifications en Espagne, et à laquelle le conseil général de Londres reproche des tendances particularistes, une existence secrète qui serait « une véritable trahison contre l'Association internationale », et enfin une classification de ses membres en deux catégories : *initiés et profanes*, qui serait contraire à l'organisation de l'Association internationale. Je forme ma parenthèse, et je reprends ma citation italienne :

« Que la réaction du conseil général a déterminé l'opposition révolutionnaire des Belges, des Français, des Espagnols, des Slaves, des Italiens et d'une partie des Suisses, et qu'on a proposé la suppression du conseil général et la révision des statuts généraux ;

« Que le conseil général, non sans avoir ses motifs, a convoqué le congrès général à la Haye, pour le plus égoïste de ces pas révolutionnaires ;

« Par des raisons ;

« La conférence déclare solennellement, en présence des travailleurs du monde entier, que des commettants la Fédération italienne de l'Association internationale des travailleurs rompt toute solidarité avec le conseil général de Londres, alliant d'autant plus la solidarité économique avec tous les travailleurs, et propose à toutes les sections qui ne partagent pas les principes autoritaires du conseil général d'envoyer le 2 septembre 1872 leurs délégués, non à la Haye, mais à Neuchâtel en Suisse, pour y ouvrir le congrès général antiautoritaire.

La fédération jurassienne dont le congrès extraordinaire a eu lieu à la Chaux-de-Fonds le 18 du mois dernier a pas voulu accepter le contre-congrès de Neuchâtel projeté par la fédération italienne pour le 2 septembre. Elle a pensé que son abstention serait calomniée, si elle n'allait pas à la Haye ; mais vous pouvez constater que, différenciant d'avis sur ce point spécial, Jurassiens et Italiens sont parfaitement d'accord au fond.

(Par voie télégraphique.)

La Haye, jeudi 5 septembre.

La première séance publique a eu lieu ce matin.

Elle était présidée par le citoyen Ravvier.

Elle a été absorbée tout entière par la lecture du rapport du conseil général exposant la situation de l'Association internationale.

Ce soir il y aura une deuxième séance publique.

La Haye, jeudi 5 septembre, soir.

Ce soir, le congrès a discuté sur le maintien, la suppression ou la modification des attributions du conseil général.

M. Herman, délégué belge, M. Guillaume, Suisse, et M. Morago, Espagnol, ont demandé la suppression des pouvoirs du conseil, qu'ils veulent réduire à être un bureau de correspondance et de statistique.

Lafargue, rendant de Marx, et Sorge, son bras droit, ont réclamé le maintien et le renforcement de son autorité.

Élections à Laeken. — Ballottage.

C'est aujourd'hui qu'ont eu lieu, à Laeken, les opérations électorales d'un ballottage ordonnées par un arrêté royal du 16 août dernier.

On sait que cet arrêté a proclamé le résultat suivant en réformant la dénomination de la députation permanente du conseil provincial de Brabant, concernant les élections communales du 1^{er} juillet 1872 :

Onze conseillers communaux à élire. — Définitivement élus : MM. Fransman, Liekens, Van Volken, Dujardin-Dansart et Claude.

Sousmis au ballottage : MM. Bockstaal, Verhoeven, Constant Herri, Jacobs-Fontaine, Ch. Herri (ancien bourgmestre), Hamelraet, Steyls, Vander Aa, Petit-Tourlans, Van Santen, De Bauche et Smeekens.

En vertu de la délégation de M. le gouverneur, le bureau principal était présidé par M. Van Becelaere, commissaire de l'arrondissement de Bruxelles.

Une très-grande animation régnait dans la commune, dès la veille et même l'avant-veille, le soir. Les partis se préparaient ardemment à la lutte et celle-ci a fini aujourd'hui par le triomphe de toute la liste de l'opposition.

Voici le résultat officiellement proclamé par M. le commissaire d'arrondissement :

Sur 560 électeurs inscrits, 543 ont pris part au vote. Un bulletin blanc s'est trouvé dans l'urne.

Le nombre restreint des votes valables était donc de 512. Comme il s'agissait d'un ballottage il n'y avait point de majorité absolue, mais seulement la pluralité des suffrages.

Ont obtenu :

MM. Bockstaal 299 voix.

Verhoeven 238

Constant Herri 296

Jacobs-Fontaine 294

Petit-Tourlans 294

Steyls 292

Ces six candidats sont proclamés membres du conseil communal.

Après eux, ont obtenu :

MM. Smeekens 218 voix.

Vander Aa 217

Van Santen 216

Ch. Herri 215

Hamelraet 215

De Bauche 214

Ce résultat a été accueilli par de bruyantes démonstrations. On a même tiré le canon.

Le nouveau conseil sera installé le 16 courant, après la validation par la députation permanente des pouvoirs des nouveaux élus et la nomination par le Roi du bourgmestre et des échevins.

Elle préférait essayer de ramener un moment l'attention sur elle, d'être utile, pour elle, recours même au ridicule. C'est ce qu'elle fait en autorisant ses amis, les « délégués », à lui adresser des félicitations ou l'expression de la louange le plus ou le moins de la répression. Il faut être plus fort que ne le sont MM. les ministres pour résister à des phrases comme celles-ci : « Vos actes et vos travaux sont autant de preuves à la couronne et à la renommée d'Anvers. » Ces paroles font rêver à un banc d'illustres. L'association conservatrice qui les a trouvées n'y a pas songé sans doute.

Un arrêté royal du 26 août désigne M. Fizzeno, membre de la députation permanente du Brabant, pour remplir les fonctions de gouverneur de cette province pendant l'absence du titulaire, en congé.

M. Fizzeno a pris la signature le 4 courant.

La liste des personnes présentes à l'Association libérale de Bruxelles par MM. Vanden Eynde, E. Anspach et J. Morel, est affichée dans la salle des réunions journalières, à l'Hôtel des Brasseurs, où tous les membres de l'Association peuvent en prendre connaissance.

Il est de plus en plus indispensable que les autorités compétentes prennent des mesures sévères pour mettre un terme aux vols nombreux qui se commettent tant sur le parcours que dans les stations du chemin de fer, sur la ligne de Verviers ou de Spa à Ostende. Nous recevons la nouvelle lettre que voici :

« Spa, 3 septembre 1872.

« Monsieur,

« Vous avez signalé dernièrement dans votre journal des vols commis en Belgique sur des voyageurs du Tignes et d'autres voyageurs, anglais ou belges, dans les trains de voyageurs, et vous avez demandé d'un fait personnel qui m'est arrivé hier matin au train de 11 h. 42 m.

« J'accompagne à la gare deux membres de ma famille qui allaient partir pour Paris, un des deux voyageurs installés dans la voiture de première classe de l'hôtel de la gare pour lui remettre ses paquets. Alors arrive un Anglais qui se met à faire une scène au conducteur qui lui disait qu'il n'avait pas le droit de résister à la portière. J'ai pris alors la défense du conducteur d'une façon assez explicite. En ce moment d'autres Anglais se sont présentés devant le wagon. Quelques minutes après, l'affaire était terminée, mais trois personnes, chacune dans un compartiment différent de la même voiture, découvraient qu'elles étaient volées : une dame et deux messieurs. C'était un coup de génie, pour me servir des paroles de Gai Buis. Parmi ces derniers se trouvaient des deux membres de ma famille. On lui avait enlevé son portefeuille contenant un billet de banque d'Angleterre et quelques centaines de francs en billets français et belges, plus deux coupons de voyageurs pour Paris et un billet de bagages. Le coup avait été fait sur la plate forme après la sortie de la gare d'Anvers.

« Le chef de gare, instruit aussitôt de l'affaire, fit tout ce qui était possible pour découvrir les auteurs de ces vols ; il fit arrêter sur-le-champ trois Anglais suspects. Mais déjà il était trop tard, le produit du vol avait été remis à des associés, probablement à celui qui avait injurié le conducteur et qui s'était élancé immédiatement après. Le chef de gare télégraphia immédiatement pour donner l'avis à la police, à l'inspecteur et aux stations intermédiaires jusqu'à Paris, et faire connaître le vol. En découvrant-ils les auteurs ?

« Recevez, etc.

B.

Actes officiels. Extraits du *Moniteur*.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. DOUANES ET ACCISES. Par arrêté royal du 1^{er} septembre, le sieur Thomas (B.), contrôleur des contributions directes, des accises et de comptabilité de 1^{re} classe à Warémont (Liège), est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté royal du 1^{er} septembre, sont nommés contrôleurs des contributions directes, des accises et de comptabilité de 4^e classe :

A Warémont (Liège), le sieur Benoît (L.), receveur des contributions directes et des accises à Saint-Hubert ;

A Houffalize (Luxembourg), le sieur Bonet (A.), second commis de direction de 1^{re} classe à Bruxelles.

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DÉPENSE. Par arrêté ministériel du 4 septembre, le sieur Bati (P.), receveur des contributions directes et des accises, est nommé agent auxiliaire du trésor à Alost, en remplacement du sieur Tinnat, appelé à une autre résidence.

ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Par arrêté royal, en date du 28 août, démission de son emploi d'inspecteur de 2^e classe, avec faculté de faire valoir ses droits à la pension, a été accordée, sur sa demande, au sieur De Lom de Berg (G.).

Par arrêté royal du 30 août, démission de leur emploi, avec faculté de faire valoir leurs droits éventuels à la pension, a été accordée aux sieurs Goossens (P.), chef de convoi, Frank (J.), Deloigne (G.) et Poulin (P.), chefs de convoi en disponibilité.

SOCIÉTÉS ANONYMES. — Un arrêté royal du 1^{er} septembre approuve la modification apportée aux statuts de la Société anonyme d'assurances maritimes et contre l'incendie le *Grand Berger*, dont le siège est consigné dans un acte passé, le 6 août à Anvers, devant le notaire Cheyennes.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Un arrêté royal du 3 septembre approuve les statuts de la Société de secours mutuels *Sainte-Barbe*, constituée à Ben-Ahmar.

NOTARIAT. — Par arrêté royal du 2 septembre, la démission du sieur De Nobele (J.-F.), de ses fonctions de notaire à la résidence de Gand, est acceptée.

Par arrêté royal du 2 septembre, sont nommés notaires à la résidence de Gand :

Le sieur Van Assche (J.), notaire à Asper et juge suppléant à la justice de paix du canton de Nazareth ;

Le sieur Vanoudenhove (F.), candidat notaire à Gand.

Par arrêté royal du 2 septembre, le sieur Dehaese (C.), notaire à Helchin, est nommé en la même qualité à la résidence de Beveren, en remplacement du sieur Strubbe, décédé, et le sieur Sursan (P.), candidat notaire, juge suppléant à la justice de paix du premier canton d'Ypres, est nommé notaire à la résidence d'Helchin.

Le Roi est venu à Bruxelles hier dans la matinée. Sa Majesté a travaillé avec M. le ministre des finances et a été reçu ensuite M. l'inspecteur général Belin.

M. le Roi partira ce soir pour Ostende, accompagné du comte Van der Sraeten, grand maréchal de la cour, et du comte d'Oultremont, attaché militaire.

Le président de la République française vient de faire remettre, par l'intermédiaire du ministre de France, une magnifique médaille en or avec brevet, à M. Guette, fabricant de meubles en fer, à Bruxelles.

C'est un juste hommage rendu au zèle et au dévouement de cet industriel qui a prodigué les soins les plus dévoués et les plus constants aux malheureux blessés de l'armée française recueillis avec une si touchante sympathie dans les nombreuses ambulances de la capitale de la Belgique.

Les élections consulaires ont été fixées par M. le gouverneur de Brabant, pour le renouvellement partiel du tribunal de commerce, au mercredi 14 courant, à 10 heures. Elles doivent avoir lieu dans la salle d'audience de ce tribunal, au palais de justice.

Les membres sortants non rééligibles sont : MM. Cluydts, vice-président, A. Baule, J.-F. Breuer, J.-B. Bruylant, F. Dulaion, Martini-Stevens et Edmond Schouten, juges.

Nécrologie.

Une des plus honorables familles de notre ville est cruellement frappée : le douloureux d'y entrer presque à l'improviste.

M. Alfred Dubost, de la maison Dubost frères, est mort ce matin, après une douloureuse maladie, qui n'a duré que quelques jours. Il est enlevé par un antrax.

Jeune enfant, il avait 37 ans. M. Alfred Dubost ne comptait vraiment que des amis, qui sa mort affectera profondément. C'était une nature douce, pénétrante, aimante, conquérant sans peine toutes les sympathies. Aussi, à la douleur poignante qu'éprouve la famille se joignent les sincères regrets de tous ceux qui ont connu celui qui vient de mourir. Il y a un mois tout au plus, M. Alfred Dubost était aux eaux d'Aix-les-Bains. C'est au retour de ce voyage que la maladie l'a atteint et qu'il est venu de succomber.

Le service funèbre sera célébré samedi, à 11 heures du matin, à Sainte-Gudule. On se réunira à la maison mortuaire à dix heures et demie.

Arts, sciences et littérature.

THÉÂTRE ROYAL. — Grande fêle hier à la réouverture. Il y avait de quoi piquer la curiosité : salle restaurée, direction nouvelle et troupe en partie nouvelle aussi ; *Guillaume Tell* donné en entier ; la réforme de l'orchestre et des chœurs annoncée avec éclat. La salle est brillante, l'orchestre est brillant, l'effet sera meilleur quand tout cela sera calmé et harmonisé. Ce n'est pas, sans doute, pour l'harmonie, mais pour l'économie, qu'on a conservé les tentures frippées des loges d'avant-scène. On a applaudi l'orchestre : on a applaudi les chœurs ; vis-à-vis des chanteurs l'attitude du public a été plus réservée. Il y a eu des éloges pour la mise en scène réglée avec soin. Nous parlons de tout cela prochainement. La représentation ne s'est terminée qu'à minuit et demi. On sait que *Guillaume Tell*, dans la forme primitive, est un des opéras les plus longs du répertoire. Le Roi, qui était arrivé après le premier acte, s'est retiré à la fin du troisième. On a beaucoup parlé d'un système de ventilation qui a été fort cher et qui devait faire merveille. On ignore si le fonctionnaire, mais ce qui est certain, c'est que la chaleur était accablante dans la salle de la Monnaie.

THÉÂTRE ROYAL DU PARC. — Samedi deux grandes pièces : les *Deux Rois de Bosjio*, dont le succès ne s'est pas ralenti un seul jour, et les *Amours de Cléopâtre*. L'un des plus dévoués amis du répertoire du Palais-Royal, jouées par MM. Loret, Brion, Montrouge, Gaillet, Deschamps, MM. Alphonsin, Priston, Montrouge, etc., ces joyeuses fantaisies ne peuvent manquer de faire chambre complète.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

Le marché de spéculation forme aujourd'hui le contraste le plus frappant avec celui des valeurs au comptant. Il se traite à ce dernier immensément d'affaires, tandis que les valeurs à terme n'ont presque que des cours nominaux ; à part toutefois les Piastres assez recherchées à 29 5/8 sur la fermeté de la cote de Londres. L'emprunt ancien est demandé à 85 et le nouveau à 88-45 ; les Métaux sont lourds à 61.

Les actions des banques sont l'objet de vives demandes ; malgré les cours élevés qui ont été atteints, les parts de réserve de la Société générale sont demandées avec 200 fr. de hausse, à 2,800. Les banques de Bruxelles se traitent couramment à des prix élevés ; les actions de la Société générale de Belgique sont demandées à 40 fr., à 340, et les Réunies sont demandées à 620.

Les actions de chemin de fer sont également fort recherchées ; nous voyons les Est belges à 705 et les Tournaï-Louvain à 410, après avoir fait 335 ; les Anvers-Rotterdam font de 665 à 680 ; les parts variables des lignes côtières qui avaient débuts assez faiblement à 51-75, clôturent ferme à 52-14.

Les obligations de chemins de fer et nos fonds d'Etat sont tout à fait sans variation.

Correspondance.

Bruxelles, le 4 septembre 1872.

Monsieur le Directeur.

A propos de la gravure d'après le célèbre tableau la *Descente de Croix*, de Rubens, M. Corr-Vandermaeren veut prolonger un débat qui n'est guère de nature à intéresser le public et auquel je viens mettre fin.

M. Corr-Vandermaeren demande que la gravure primitive, due à J. E. Corr, soit placée à côté de la planche achevée par moi.

J'ai exprimé le même désir et il y sera satisfait, dès aujourd'hui, par la commission administrative de l'exposition.

M. Corr-Vandermaeren demande, en outre, que le nom de son frère soit inscrit (avec le mien) sur la gravure, lorsque se fera le tirage des premières épreuves. Mon intention ayant été telle que le nom de correspondance, il s'est également otrempé à ce désir, je le répète, puisque M. Corr paraît ne pas m'avoir compris.

Je pense qu'après cela M. Corr-Vandermaeren n'aura plus rien à demander, et j'avoue que si je suis aussi disposé à le contenter sous tous les rapports, c'est qu'il m'en souviens de tous les remerciements.

En général, le public ne regarde guère les gravures, grâce aux réimpressions qui viennent d'être faites, la planche d'après la *Descente de Croix* sera sans doute regardée, examinée, discutée, je ne demande pas mieux.

Soyez assez obligeant, monsieur le directeur, pour insérer cette lettre, et veuillez agréer, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

J. FRANK.

Communications et avis divers.

LA MESSAGERIE EXPRESS, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Débarquements du mont-de-piété. — Commission. — Consignation. — Agence en douane.

— Mémoires aux anciens prix, Marché-au-Bois, 8.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Paris, 4 septembre.

On a parlé aujourd'hui de précautions militaires, de troupes consignées, ce qui, je crois, est exact, et même d'un grand déploiement de patrouilles. J'ai quelque lieu de supposer que cette dernière partie de la nouvelle est controuvée, et les journaux de ce soir nient de la façon la plus absolue qu'un renfort ait été demandé à la garnison de Versailles. Ce qui, en tout cas, ne pourrait être l'objet d'aucune contestation, c'est que ces précautions, au cas où elles se fussent produites dans ces proportions, fussent demeurées complètement inutiles ; il n'y avait aucune chance que la tranquillité fût troublée. On n'a dit seulement que quelques ateliers ont chômé, que quelques petits commerçants ont voulu prouver leur dévouement à la République en fermant leurs boutiques. Il n'y a rien là, on le voit, qui puisse justifier les appréhensions qu'on cherche incessamment à faire naître. Quelques journaux républicains de province ne parlent pas de même.

Les ennemis de la République exploitent beaucoup les derniers incidents de Narbonne et les nouvelles agressions dont des militaires ont été l'objet. Il n'y a pas d'homme sensé et loyal qui ne fût irrité ces sauvages insultés ; mais il faut vraiment être de bonne foi pour ne pas reconnaître qu'il n'y a là que certaines conséquences douloureuses, presque inévitables, des terribles luttes qui se sont produites, et qui ont été maladroites, ou tout au moins de mauvaise logique, d'élever ces incidents isolés à la hauteur d'un danger public.

Après les déplorablement journées de juin 1848, des actes de vengeance se produisirent également, pendant un certain temps, contre les soldats qui avaient concouru à la répression. Or, si les défenseurs de la Commune se sont souillés de crimes inconnus précédemment, il faut reconnaître que la répression et le châtiment ont eu des proportions terribles, qui dépassent toutes les exactions des armées jacobines. Le chiffre des exécutions, surtout des exécutions sommaires et des transportations, distance de beaucoup celui qu'on avait dit constater 23 ans auparavant. Que l'on châte les républicains que des hommes exaspérés cherchent à exécuter maintenant contre l'armée, rien de plus juste ; mais qu'on y voie un fait sans précédent et le présage d'une nouvelle guerre civile, c'est ce que ni le bon sens ni la logique ne peuvent admettre.

Les derniers événements de Lyon sont encore une preuve que la tranquillité ne peut être sérieusement troublée. La majorité d'une grande population est froissée des dernières décisions de l'autorité qui rétablissent les écoles congréganistes. Dans les quartiers démocratiques tout s'est borné à des agglomérations sans attitude agressive qui se sont dissipées devant la première démonstration comminatoire de la troupe ; tout est calme aujourd'hui et tout le restera. Le conseil municipal et l'adjoint au maire se sont bornés à protester.

Le général Ladamirault devait prendre un congé et l'ajourné. Je n'ai plus besoin d'ajouter que rien de grave n'a pu motiver ce retard.

Une personne éclairée qui arrive de l'étranger, et qui a parcouru notamment le Danemark et la Suède, dit que le nom de M. Thiers est partout en grande estime, et qu'on est extrêmement frappé du spectacle que présente la France, se calant et se relevant sous sa direction.

On s'assure aujourd'hui qu'un groupe composé de membres du centre droit et du centre gauche, sous la direction de M. Casimir Périer, se serait entendu pour déposer, à la rentrée de l'Assemblée, la proposition suivante : 1^{re} Proclamation définitive de la République ; 2^e nomination d'un vice-président ; 3^e création d'une seconde Chambre ; 4^e renouvellement partiel et triennal de l'Assemblée.

De ces quatre parties de la proposition, une seule peut avoir chance d'être accueillie : la nomination d'un vice-président, parce qu'il faut répondre à cet argument banal, à ce cliché de la peur, qui veut faire considérer que tout serait perdu si quelque fatalité fortuite nous privait de M. Thiers. Mais j'ai déjà expliqué ce que je me ferais croire que la nomination d'une seconde Chambre échapperait à une Assemblée qui n'a plus assez de cohésion dans sa majorité pour permettre à celle-ci même de changer de route. Je doute, pour la même raison, que cette droite qui se résout à proclamer la République définitive, et quant au renouvellement triennal, je crois pouvoir épe-

ter qu'il est trop tard pour y songer ; l'Assemblée est maintenant dans un tel état de dissolution qu'aucun travail de reconstitution par voie de renouveau n'est possible. Elle est condamnée à une stérilité absolue pour toutes les questions de reconstitution du pays.

On signale encore les Adresses républicaines des Pyrénées-Orientales, Haute-Savoie et Tarn (conseils généraux hors session).

M. Henri de Lacretelle, député de la gauche radicale, a prononcé un discours en faveur de l'instruction obligatoire à une distribution de prix des écoles communales de Mâcon. M. Rivo de Sainte-Marie, député démissionnaire de la Marine, dans une lettre à ses électeurs, explique qu'il a cru pouvoir résilier son mandat, parce que, dans sa pensée, la République est définitivement fondée.

On s'était plaint dans les journaux d'abus graves pour éluder les effets de la loi militaire : l'engagement de jeunes gens de 17 ans, qui se faisaient remplacer immédiatement ; ces révélations avaient soulevé des protestations générales. Une circulaire du 29 août du ministre de la guerre est destinée à prévenir ces abus.

Des travaux se préparent pour un immense camp retranché à Bourges.

Le fait de la démission plus ou moins obligée du colonel Stoffel est maintenant avéré ; seulement, le colonel se plaindrait que la décision fût venue directement de M. Thiers, et il déclare ne reconnaître hiérarchiquement que l'autorité du général de Cissey.

Une communication du préfet de Vaulx a été adressée à la commission de l'intérieur à la demande aux préfets l'état général de tous les cercles et sociétés dans les départements.

M. Jules Ferry est parti pour Trouville. M. Thiers vient d'adresser une lettre au préfet du Calvados pour le charger de remercier le conseil qui a voté une allocation annuelle de 40,000 francs pour le port d'Honfleur.

C'est le 24 septembre que doit s'ouvrir à Paris le congrès international pour l'unification du système métrique.

Un livre qui est appelé à un grand succès vient de paraître à la librairie Madaie. Il est intitulé : *Episodes et Caractères révolutionnaires*, et a pour auteur M. L. Combes, ancien préfet de la République dans le département de l'Ailier pendant la guerre. Le savant écrivain y passe en revue toutes les légendes obscures ou ridicules avec lesquelles la réaction a dénigré l'histoire de la révolution française et, avec une connaissance approfondie des documents et des mémoires originaux, il en démontre victorieusement la fausseté et l'inexactitude. De tels ouvrages méritent d'être lus et vulgarisés.

Citons encore, puisque je parle de livres, une petite plaquette de M. Gaston Lavalley, les *Décalogues*, satire politique, digne, en quelques passages, d'avoir été inspirée par la Némésis des Châtiments.

(Corresp. judiciaire de l'Indépendance belge.)

Brest, 3 septembre.

Affaire de Jérome Dufour et de la vicomtesse de Valmont.

Les débats doivent s'ouvrir à 11 heures. La foule se porte dès le matin vers le cours Pajol, près duquel se trouve le palais de justice. Les postes sont doublés et une forte escouade d'agents de police occupe la cour intérieure du palais. L'établissement des jésuites touche au palais même et des fenêtres de leur maison ils peuvent voir et entendre ce qui se fait et se dit à l'audience. La maison de M. de Valmont était aussi presque confiné à la leur et on se demande, en présence de ces facilités qu'offrirait ce voisinage, pourquoi M. de Valmont allait à Châteaulin au-devant du jésuite qu'il pouvait voir le soir même à Brest ; mais la passion a précipité de ces impatiences qui deviennent des imprudences.

Le père Dufour entre à l'audience par la chambre du conseil, ce qui peut s'expliquer par l'encouragement des autres issues ; l'audience accueille le prévenu par des murmures ; le père sourit et va se placer à la barre à côté de son défenseur, M. Delamarre, du barreau de Paris. M. de Valmont est introduit quelques instants après. Inutile de dire que son entrée provoque un vif mouvement de curiosité. Elle est petite, d'allure vive, elle a de la physionomie, une grande fraîcheur de teint, et, en outre, de sa jeunesse, de la beauté, tout au moins celle du diable. Elle n'a pas 26 ans, comme nous avions le tort de le dire hier, mais 22 ans, et elle les paraît à peine ; le timbre de sa voix est des plus agréables ; enfin elle réunit, dit-on, tous les talents d'une femme du monde. On suppose ici — et cette supposition s'est faite jour au jour — que la figure de M. de Valmont et son rendez-vous à Châteaulin auraient été signalés ; y aurait-il-dessus une histoire de jalousie ou de rivalité de femme.

Dès que le tribunal est entré en séance, M. le président, adressant à l'audience : « Je préviens qu'il y a première manifestation, je ferai évacuer la salle ; cette affaire a déjà été l'occasion de regrettables désordres, il ne faut pas qu'il se renouvelle. La justice, pour accomplir son œuvre, a besoin de calme ; il ne faut pas qu'elle puisse être soupçonnée d'avoir été influencée par une pression du dehors. »

— A M. LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE : Le ministère public n'a-t-il pas des réquisitions à prendre en ce qui concerne la publicité de ces débats ?

M. THIOT, procureur de la République. Tous les jours, messieurs, on évoque devant vous des affaires plus graves au point de vue des mœurs sans qu'elles donnent lieu de votre part de des mesures restrictives. J'estime qu'au point de vue même de la Communauté, je suis certains réquisitoires, a-t-il, je dois le reconnaître, calomnié de la façon la plus grave, la publicité ne peut que lui venir en aide.

M. LE PRÉSIDENT. Le tribunal attend des conclusions précises.

M. THIOT. Je pensais m'être expliqué. Si cette affaire n'avait eu qu'un retentissement local, la publicité de l'audience pourrait suffire, mais tous les journaux en ont parlé et j'estime que la lumière doit aller partout où le bruit de cette affaire a pénétré.

Le tribunal, après en avoir délibéré :

« Attendu que la publicité par la voie de la presse, sans présenter d'utilité pour la bonne administration de la justice, n'aurait d'autre résultat que de fournir un aliment aux mauvaises passions et à une curiosité malséante ;

« Aux termes de l'art. 17 du 17 février 1822 interdisant la reproduction des débats par la voie des journaux. »

Ce jugement provoque des rumeurs très-accentuées.

Le premier prévenu déclare s'appeler J. DUFOR d'ASTRAFFORD, 44 ans, religieux, demeurant à Brest.

M. de VALMONT dit s'appeler Louise-Marie-Gabrielle Carpentier, veuve de Valmont, 22 ans.

On entend les témoins :

Le premier est Kergrohen, chef du train où se trouvaient les deux prévenus et auteur du procès-verbal dressé à Landerneau.

« Le 9 juillet, dit-il, je faisais le service de Lorient à Brest ; à Châteaulin, j'avais deux colis à remettre avec la famille de bagages. Le chef de gare, après m'avoir demandé, selon l'usage,

